



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11/02/2020

RESUME DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES.

SEMAINE 3 AU 7.02.2020.

France.

Luttes. Retraite. Tout en minimisant le chiffre des manifestants, le ministère de l'intérieur annonce une participation plus forte le 6 février que la semaine précédente. Ce qui contredit tous les commentaires sur « l'essoufflement » du mouvement. Les grèves se poursuivent dans divers secteurs (Voir article dans l'hebdo). Manifestation le 3 février des professions dites libérales pour la défense de leurs systèmes de retraites. Poursuite de la grève des avocats. Si l'on peut se réjouir de l'action de ces catégories qui sont loin d'être parmi les plus combattives il faut en noter le caractère étroitement corporatiste.

Le personnel des hôpitaux sera dans la rue le 14.02, l'Unsa métro appelle à une journée le 17.02.

Sanofi. (Chimie, Mourenx, Pyrénées Atlantique). Au 28.01 les salariés entamaient leur 94^{ème} jour de lutte sous forme de grève tournante. A l'origine du conflit la fabrication d'un médicament ayant des conséquences néfastes sur la santé, celle des femmes enceintes particulièrement. La direction se refuse à prendre les mesures de protection indispensables.

Pour rappel : le pouvoir a retiré de la liste ouvrant droit à un départ anticipé à la retraite les salariés exposés aux produits chimiques et n'a pas l'intention de le réintroduire dans le cadre des « négociations » en cours avec les syndicats.

Croissance. Elle a reculé de 0,1% au quatrième trimestre 2019, ce qui met en cause les prévisions pour 2020 qui étaient de 1,3%. Les raisons : les grèves et le ralentissement de la consommation des ménages. Pour une fois « les Echos » constate avec justesse *Le cocorico* (du gouvernement) *n'aura pas duré très longtemps.*

Répression Sur proposition du groupe LR le Sénat a adopté une loi visant à installer un service minimum obligatoire dans les transports publics y compris par la réquisition des agents. Le pouvoir ne s'est pas opposé à ce vote et va confier à un expert une mission destinée à préparer un cadre juridique « d'un service minimum dans les transports ».

Décès d'un enfant. Le refus de la ministre du travail M. Pénicaud et les députés EM de porter le congé pour les parents de 5 à 11 jours lors du décès d'un enfant a fait couler un flot de démagogie, y compris de Macron C'est la raison invoquée de ce refus qui est à noter. *Les entreprises n'ont pas à payer.* Il est possible de parler de réflexe conditionné. Rien ne doit remettre le profit capitaliste en cause, même s'il ne s'agit que de quelques euros par an.

La loi doit revenir devant le Parlement avec comme solution la charge financière payée par la collectivité, à savoir la SS. Sur le fond c'est la même démarche pour le même résultat.

Pêche. L'île anglo-normande de Guernesey interdit depuis le 1^{er} février ses eaux aux pêcheurs français. Ils devront en faire individuellement la demande pour y exercer. Un avant- gout des marchandages après la sortie de la Grande Bretagne de l'UE qui inquiète la pêche française qui réalise 40% de ses prises dans les eaux anglaises.

Lycées. Selon les proviseurs 30 à 40% de lycées ont connu des refus plus ou moins importants des contrôles continus organisés dans le cadre de la réforme du bac. Ce que nie le ministre mais qui appelle à la répression en attribuant la note de 0 aux copies non rendues. Les professeurs qui refusent d'organiser les épreuves sont eux aussi menacés. Ce pouvoir ne connaît que la répression. Le 5.02 c'est devant un barrage de CRS que la rentrée des élèves s'est faite dans un lycée de Rennes à la demande du proviseur. Ce mouvement dont il est difficile de mesurer toute l'ampleur inédite est à apprécier à sa juste valeur.

Ouverture à la concurrence transports ferroviaires. Après les présidents des régions PACA, Hauts de France, Grand Est qui ont décidé d'ouvrir certaines de leurs lignes à la concurrence c'est au tour de la présidente LR, V. Péresse, de demander pour la région parisienne le raccourcissement des délais pour que celle-ci intervienne plutôt que prévu. (Entre 2023 et 2039 suivant les modes de transports). Elle lance des appels d'offre pour trois lignes des Tansiliens pour 2023 comme la loi lui permet. Quelle hâte pour détruire le service public.

Politique fiscale. L'Office français de conjoncture économique (OFCE) vient de publier un rapport sur les conséquences de la politique fiscale menée depuis 2010. IL constate que les prélèvements obligatoires ont augmentés de 3,3 points de PIB pour les ménages contre 0,2 pour les « entreprises ». Entre 1995 et 2008 les prélèvements augmentent de façon parallèle entre les deux catégories. Elles s'inversent avec la « politique de l'offre » lancée par Hollande. Les prélèvements sur les ménages montent à 28,7%, ceux des « entreprises » diminuent à 16% (toujours par rapport au PIB). Les mesures fiscales prises par le pouvoir depuis 2017 n'inversent pas la tendance. Celui-ci qui se vante de redonner du pouvoir d'achat aux Français, n'a pas apprécié et conteste les chiffres de l'OFCE.

Fusion. Worline (service de paiements électroniques) achète pour 7,8 Mds d'euros Ingénigo (même spécialité). Avec 5,8 Mds de CA en 2019 et 20.000 salariés il devient le quatrième groupe mondial.

La Halle (habillement) Supprime 101 emplois (Paris et Issoudun). Elle indique elle-même que *ses résultats sont encourageants* ce qui ne l'empêche pas de diminuer ses effectifs.

Profits. (Résultats 2019 par rapport à 2018) BNP. Résultat net : 8,2 Mds (+ 8,8%) et + 2,6% par action. Vinci : Résultat net 3,3 Mds (+ 9%) trésorerie 4,2 Mds (+ 1 Md), 3,05 euros par action contre 2,67. L'Oréal. Résultat net : 3,75 Mds (- 3,7%) provenant d'une dépréciation de 606 millions. Total. Résultat net : 11,83 Mds -13%) Les actionnaires ne verront pas le dividende baissé.

Prud'hommes. Ils viennent pour la première fois de condamner la plate-forme Deliveroo à requalifier l'activité d'un salarié en contrat de travail. Plusieurs centaines de procès pour la même cause ont été déposés devant les prud'hommes.

Armement. L'armement nucléaire va bénéficier de 37 Mds pour son entretien et sa modernisation entre 2019 et 2025.

Idee. La bataille idéologique pour faire accepter le capitalisme ne connaît pas de répit. Dans « les Echos » (4.02) un article intitulé : *quatre scénarios pour réinventer le capitalisme*, un certain J.M. Vitorri apporte sa pierre à l'opération. Il fait un certain nombre de constatations. Une étude réalisée dans 28 pays (2/3 de la population mondiale) indique que 57% des interrogés estime que le capitalisme fait plus de mal que de bien (deux tiers en France). Il fait part de quelques déclarations récentes de banquiers ou de dirigeants de fonds spéculatifs qui s'inquiètent : *Le capitalisme doit évoluer ou mourir* un autre réclame *un engagement fondamental envers toutes les parties prenantes* et non plus des seuls actionnaires, la lettre d'un banquier à ses confrères réunis à Davos *fixer la cible de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050* car le capitalisme *tel qu'il fonctionne depuis des décennies n'a pratiquement aucune incitation à limiter les rejets de CO2 et autres gaz à effets de serre.*

Voilà tout trouvé le scénario idéal (les autres sont écartées telle la régulation du capitalisme et encore plus la socialisation des moyens de productions) Il faut se servir d'une G. Thunberg ou des écologistes de EE-LV pour rassembler autour du capitalisme les peuples et lui permettre de survivre sans remettre en cause l'exploitation des hommes et de la nature. Avec la caution d'administrateurs salariés dans les CA. Cette convergence idéologique a des effets très concrets. EE-LV observe le silence le plus complet dans la lutte contre la retraite par points.

Conclusion de l'auteur : *Dans le passé le capitalisme a prouvé sa formidable capacité à se réinventer.*

Faisons- en sorte qu'il ne se réinvente pas. Que les 57% qui pensent que le capitalisme fait plus de mal que de bien rejoignent la lutte révolutionnaire.

Monde.

Chine. L'épidémie de coronavirus donne lieu à une vaste opération de communication des gouvernements sous le prétexte de santé publique. Si une telle épidémie ne doit pas être sous-estimée notons que des épidémies plus graves aux conséquences mortelles ont eu lieu en Afrique sans que cela n'entraîne un tel traitement, pas plus que les épidémies de grippe annuelle en France ou le traitement des canicules. C'est aussi la possibilité de quelques critiques fondées ou non envers le pouvoir chinois. Pour la mondialisation capitaliste entre la Chine et l'Afrique, le poids économique est tout autre, le traitement de l'évènement devient différent.

La Chine représente 16% de la production mondiale, 11% du commerce et les mesures de quarantaine prises par le gouvernement vont avoir des répercussions sur son économie et par contrecoup sur l'économie mondiale. Transformée en « atelier du monde » par le capitalisme pour bénéficier de sa main-d'œuvre abondante et à bas coût, l'exportation de produits vers d'autres pays (matériel électronique, pièces détachées d'automobile, textile et bien d'autres) que d'importations tel le pétrole, les matières premières dont les cours chutent en raison de la faiblesse de la demande chinoise tandis que les bourses mondiales sont en baisse.

Afrique. Les criquets ravagent les récoltes de plusieurs pays d'Afrique (Kenya, Ethiopie, Erythrée, Somalie). Il s'agit de pays parmi les plus pauvres du monde où règne une sous-alimentation qui risque de se transformer en famine pour des millions de personnes. De plus d'autres pays africains risquent de se trouver eux aussi ravagés au fur et à mesure du déplacement des criquets qui peuvent parcourir 150 Km par jour. Une seule solution : un épandage massif d'insecticide. 70 millions de \$ doivent être rassemblés pour cette réalisation. Au bon vouloir des Etats. Rien n'indique que la somme soit trouvée.